



De Narbonne à Bure : pour un projet d'avenir, collectif, et sans nucléaire !

©DR

■ Le point d'entrée du nucléaire en France se situe dans l'Aude, aux portes de Narbonne, à l'usine de Malvési. Mais la longue route de l'uranium commence pour l'essentiel en Afrique et en Asie (au Kazakhstan notamment) et dans une moindre mesure au Canada et en Australie. Contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, le nucléaire n'assure en rien notre indépendance : 100% de l'uranium utilisé dans nos centrales est importé. Cet uranium est extrait dans des conditions déplorables, auxquelles aucun travailleur français n'accepterait d'être soumis, et dans des pays où les conditions de sécurité et de santé publiques sont ignorées. Le nucléaire est ainsi emblématique d'une industrie aux pratiques coloniales.

Didier Latorre, du collectif
Arrêt du nucléaire 34 (ADN34)

Les changements de nom (Comurhex, Areva NC... et aujourd'hui Orano-Malvési) ne feront pas oublier qu'il se cache derrière ces différentes appellations une entreprise qui pollue depuis près de soixante ans (démarrage de la production en 1959). Une pollution chimique et radioactive, qui porte une atteinte durable à l'environnement du Narbonnais. Pendant très longtemps, cette installation était signalée comme usine atomique — ce qui est bien sa vocation encore aujourd'hui, soit l'industrie la plus dangereuse au monde.

Narbonne dans la chaîne du combustible

C'est au pied de l'Oppidum de Montlaurès aux portes de Narbonne que l'usine de Malvési transforme les concentrés d'uranium (Yellow Cake) en UF4 (Tétrafluorure d'uranium) qui rejoindront ensuite l'usine de Pierrelatte pour subir une nouvelle transformation avant enrichissement (d'UF4 en UF6—Hexafluorure d'uranium) afin de fournir le combustible des centrales nucléaires. Ces opérations de transformation utilisent de

nombreux produits chimiques : acide nitrique, ammoniac (3 à 4 000 t/an), acide fluorhydrique (4 000 à 5 000 t/an).

Ces opérations produisent une quantité considérable de déchets liquides et solides qui se retrouvent dans une douzaine d'espaces à ciel ouvert. Autant de bassins de décantation, d'évaporation, de lagunage et de stockage qui contiennent plus d'un million de mètres cubes de résidus chimiques et radioactifs.

Le climat de Narbonne, soleil et vent, permet l'évaporation de cette soupe nauséabonde qui diffuse ses émanations alentour, polluant l'air, les sols, les canaux, les étangs et la mer.

**De Comurhex à Orano :
changer de nom
ne change pas
les pratiques !**

Les risques chimiques et toxiques nécessitent un classement ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement), seuil Seveso 2 (seuil haut), mais...

Une usine hors la loi

Alors que l'usine manipule des matières radioactives depuis toujours, un tour de passe-passe juridique lui a permis d'éviter un classement en

Quelques chiffres

L'usine de Malvési traite la totalité de l'uranium utilisé en France et en Europe et 25% de la production mondiale, exportant une partie de sa production. Il ne s'agit pas d'une petite usine locale, mais

de l'une des plus importantes de ce type. Il n'y en a que quatre autres au monde (Chine, États-Unis, Russie et Canada). Sa production annuelle varie entre 10 000 à 14 000 tonnes/an.

INB (Installation Nucléaire de Base) pourtant totalement justifié en raison du volume d'uranium traité! Plus fort encore, entre 1960 et 1983, l'usine a traité de l'uranium provenant de combustibles irradiés à Marcoule, ce qui impliquait de fait un classement en INB. Ces combustibles usés contiennent les plus dangereux radioéléments artificiels: plutonium, américium, technétium, etc. L'usine ne s'en est jamais vantée et ce n'est qu'après les analyses de la CRIIRAD (laboratoire indépendant) en 2006, puis de l'ASN (Autorité de Sécurité nucléaire) que cette dernière oblige en 2009 l'exploitant à un classement en INB sur deux bassins seulement (B1, B2). Les radioéléments en question seraient restés sagement confinés dans ces deux bassins... malgré le débordement du bassin B2 en 2004. Il est vrai qu'en France, les nuages radioactifs s'arrêtent aux frontières! Le classement de la totalité de l'usine en INB devrait donc aller de soi, mais l'ASN, à l'indépendance très discutable, n'en fait pas l'une de ses batailles. Comment alors ne pas s'élever contre l'impunité des directions successives de l'usine qui auraient dû déclarer la présence de plutonium depuis bien longtemps en demandant un classement INB, obligation qui incombe à l'exploitant?

▼ Depuis l'oppidum de Montlaurès, vue des bassins de Malvési et de la cathédrale de Narbonne.



▼ Train chargé de containers de Yellow cake à un passage à niveau dans Narbonne. L'uranium provient des mines du Kazakhstan, via le port de Hambourg. Les cargaisons d'uranium acheminées en France par l'Allemagne mettent environ quatre jours pour arriver à Malvési et traversent de nombreux départements.



Un million de mètres cubes de déchets chimiques et radioactifs

Incidents, accidents

On ne compte plus les divers incidents et accidents qui se sont produits à Malvési, déversant la radioactivité dans l'environnement (rupture de digue, inondations, etc.). L'usine cachant ou minimisant les informations aura maintes fois été poursuivie et plusieurs fois condamnée. Les travailleurs de l'usine payent aussi le prix fort. Des salariés ont été contaminés et poussés au procès pour faire valoir leurs droits. Plusieurs cas de leucémie ont été déclarés, certains travailleurs en sont morts. En "compensation", la direction a parfois offert un emploi à un membre de la famille, poussant le cynisme à envoyer un chèque à la famille d'un employé décédé! (Source *Revue XXI*, n° 29)

Et TDN/THOR arriva...

De Narbonne à Bure, l'industrie nucléaire – l'état nucléaire faudrait-il dire, en n'exemptant pas l'ensemble des acteurs, industriels, mais aussi

politiques: le Premier ministre Édouard Philippe n'est-il pas un ancien directeur des affaires publiques chez Areva? – a besoin de faire croire que des solutions pour gérer l'ensemble des déchets existeraient désormais. Ces "solutions" ne sont que des leurre et jusqu'ici les propositions avancées sont inacceptables.

À Malvési, l'ASN demande depuis de nombreuses années à l'industriel de proposer un plan de gestion des déchets chimiques et radioactifs. En 2016, Areva Malvési a déposé une demande d'autorisation de construction d'une unité de traitement concernant une partie de ces déchets: les effluents liquides concentrés en nitrates. Ce projet de Traitement des Nitrates (TDN, procédé THOR), en raison des risques de pollution atmosphérique très importants au quotidien, d'incertitudes sur le procédé utilisé et du gaspillage des ressources qu'il va engendrer n'est pas acceptable: combustion de 5 700 tonnes de charbon/an, de gaz, d'électricité et d'eau. Pour traiter 20 000 m³ d'effluents chaque année, THOR consommera 80 000 m³ d'eau, soit vingt-et-une piscines olympiques.

Il s'agit d'un traitement thermique, un incinérateur qui ne veut pas dire son nom et qui produirait 40 000 m³ de fumées/heure contenant des dizaines de polluants (oxyde d'azote [NOx], dioxyde de soufre, COV [benzène, biphtalate...]). «Le principal problème posé par Thor, ce sont les rejets atmosphériques», souligne Mariette Gerber, médecin épidémiologiste, ex-chercheuse à l'INSERM. «Il rejette notamment du dioxyde d'azote et des particules fines. Or, comme notre région est ensoleillée, le dioxyde d'azote est transformé en ozone, soit le cocktail magique de la pollution de l'air.»

Face à ce danger sanitaire et environnemental, 2017 aura été l'année d'une forte mobilisation, tant à Narbonne que dans les villages alentours. Réunions, débats, manifestations (jusqu'à 3 000 manifestants à Narbonne en novembre) auront rassemblé de nombreuses personnes et organisations: Rubresus, TCNA (Transparence des canaux de la Narbonnaise), COL.E.R.E, Les familles papillons, des militants antinucléaires de l'Aude (Sortir du nucléaire 11) et de l'Hérault (Arrêt du nucléaire 34 et Greenpeace Montpellier). Un collectif s'est créé: le Comité de vigilance des déchets de Malvési (Covidem).

Areva veut THOR, le préfet est d'accord!

Ni la très forte opposition de la population, appuyée par de nombreuses personnalités, des élus locaux et départementaux, des acteurs du tourisme et de la vigne, ni une contre-expertise confirmant toutes les inquiétudes liées au projet Thor, ni un dossier d'enquête publique controversée (lacunes importantes et insuffisances), ni la remise en cause d'un procédé expérimental non validé sur effluents réels, ni les émissions

atmosphériques considérables, ni la consommation d'eau et d'énergies fossiles, ni les erreurs et approximations du rapport d'expertise... n'auront d'impact sur la décision du préfet qui validera le projet d'Areva. C'est ainsi dans l'univers du nucléaire. Le point de vue des populations pèse peu en regard du lobby!



▲ Palais de Justice de Narbonne. Février 2014
Déjà en septembre 2013, Stop Uranium avait bloqué un camion d'UF4 à l'entrée de Narbonne. Une des leurs avait été poursuivie pour entrave à la circulation. Vingt-trois militants s'étaient portés comparants volontaires à ses côtés. À l'issue d'un procès où les témoins avaient pu mettre en cause les pratiques de l'usine et le danger des convois, le Procureur de la République, David Charmatz, avait décidé d'une remise de peine.



▲ Un train d'UF4 part chaque semaine de Malvési pour l'usine de Pierrelatte (Drôme) pour la phase de traitement suivante. Plus de quarante militants de Stop Uranium ont bloqué pendant deux heures un train sortant de l'usine, à l'entrée de Narbonne en 2017, juste avant le premier tour des élections, pour réclamer un débat national sur le nucléaire.



▲ Manifestation contre le projet TDN-THOR: près de 3000 personnes en 2017 à Narbonne.



▲ Manifestation de Bure, 18 février 2017

Plusieurs associations (Rubresus, COL.E.R.E et TCNA) ont décidé de poursuivre la bagarre contre TDN sur le plan juridique en attaquant l'arrêté préfectoral et le permis de construire. La formidable mobilisation menée depuis janvier 2017 n'est pas prête de s'éteindre. Avec la bataille juridique aujourd'hui en cours, l'information auprès des populations doit continuer. Beaucoup de personnes sont désormais à l'écoute du "bruit de fond" en provenance de l'usine de Malvési.

Dépasser désormais le combat contre Thor: le danger, c'est le nucléaire !

Au-delà du projet inacceptable THOR, il faut être conscient de l'impact sur l'environnement et la santé de ce projet, à l'œuvre depuis soixante ans à Narbonne. Il en va de même partout en France autour des installations nucléaires. Le projet Thor ne concerne qu'une petite partie du million de mètres cubes de déchets chimiques et radioactifs présents sur le site.

Et, quel que soit le procédé de traitement, il ne sera pas sans conséquences. Pas plus à Narbonne qu'à l'autre bout de la France. À Bure, dans la Meuse, des déchets encore plus dangereux sont destinés à un enfouissement irréversible, malgré de graves lacunes techniques.

Après soixante ans de recherches, les solutions proposées pour gérer les déchets accumulés sont toujours hypothétiques, dangereuses, impactant irréversiblement l'avenir. Dans ces conditions, la seule attitude responsable est de commencer par arrêter d'en produire au plus vite. Additionnons les accidents déjà survenus dans le monde, les risques importants d'un accident dans notre pays avec des installations vieilles et dangereuses, des incidents quotidiens de plus en plus fréquents, la recherche de profit au prix de réduction d'effectifs dans un secteur à haut risque (utilisation de plus en plus large d'intérimaires placés dans des conditions de travail et de sécurité inacceptables...⁽¹⁾) et enfin, le coût financier considérable à mettre en œuvre pour une poursuite du nucléaire⁽²⁾. Ajoutons également la fuite en avant irresponsable des pouvoirs publics qui maintiennent cette industrie sous perfusion — Areva ne doit sa survie qu'à une recapitalisation par l'État à hauteur de cinq milliards d'euros et c'est aussi le cas pour EDF — Avec autant d'argent public confisqué à la transition énergétique, on voit bien que cette industrie est à bout de souffle. Il faut arrêter avec cette folie et revenir à la raison.

Une région pilote pour une révolution énergétique d'avenir

Une autre option est possible. Une véritable transition énergétique, dans la sobriété, au plus

prêt des besoins réels des populations et dans laquelle elles seraient partie prenante.

Le territoire narbonnais possède de nombreux atouts en matière d'énergies renouvelables: du vent, du soleil, des côtes maritimes... Et une opinion mobilisée contre les dangers de son usine atomique. En faire une région pilote pour une expérimentation réellement démocratique, c'est-à-dire impliquant la population, les associations, les travailleurs de Malvési et les opposants à l'industrie nucléaire serait un projet d'avenir.

Parce que cette industrie est mortifère et en déclin, une véritable transition énergétique ne peut se faire que sans nucléaire!

Cette transition doit être réalisée avec les travailleurs de la filière nucléaire et pas contre eux, avec les populations concernées, dans l'intérêt collectif et la sécurité de tous. Assurer la surveillance et le nettoyage des sites, penser la gestion des déchets, autant de tâches qui devront être effectuées dans la sécurité et qui nécessiteront le maintien des emplois pendant des années.

Penser l'intérêt de tous, des générations futures et la sauvegarde d'une planète vivable est un projet capable de mobiliser le plus grand nombre et notamment les plus jeunes. Le principal obstacle: ce lobby d'état où se retrouvent au coude à coude l'industriel, les grands corps d'états et la majorité de la classe politique (celle qui se partage le pouvoir depuis les débuts de l'atome). Un lobby qui ne reconnaîtra jamais nous avoir menés dans une impasse dont il est si difficile de sortir. Difficile, mais pas impossible. Et nécessaire. Cela, au prix d'une révolution énergétique et démocratique associant l'ensemble de la population et contraire aux intérêts financiers et aux intérêts électoraux à court terme qui ont permis au nucléaire d'acheter les consciences depuis trop longtemps.

Une véritable transition énergétique ne peut se faire que sans nucléaire !

C'est le moment de renverser la table et de se dresser nombreux contre cette industrie mortifère, coûteuse et dépassée qui bouche l'avenir de l'humanité. Et selon les mots utilisés dans la charte de Nature et Progrès, il est urgent de nous tourner vers: une énergie respectueuse des hommes, des animaux, des plantes et de la planète, éthique, rigoureuse et sans complaisance avec l'économie de marché! ■

Contact : www.arretdunucleaire34.org

Notes:

- 1- source : Ma zone contrôlée, rubrique témoignages.
- 2- Avec 11 milliards d'euros, l'EPR a explosé plus de quatre fois le budget prévu et le coût du grand carénage qui consiste à prolonger en les rafistolant des réacteurs qui ont dépassé l'âge pour lequel ils ont été conçus est de l'ordre de 100 milliards d'euros.